

*Les crédits*

Tout n'est pas immuable. Je serais le premier impressionné si j'entendais le Parti libéral s'engager à ordonner aux sénateurs libéraux de bloquer la TPS et insister là-dessus en tant que parti politique. Or, je n'ai pas entendu les libéraux le faire. Ils sont plus cyniques que les conservateurs. Au moins, ces derniers ont supporté les conséquences de leur engagement idéologique.

Les libéraux assis là-bas pouffent de rire, ricanent, gloussent et se tordent, satisfaits de la tournure des événements parce qu'ils savent qu'ils n'ont pas à prendre position. C'est ce que j'essaie d'empêcher. Ils sont assez schizophrènes pour pouvoir ménager la chèvre et le chou et garder le sourire. C'est une mesure visant à démontrer—j'ai l'appui de tous les conservateurs de la Chambre—que la politique ne peut pas l'emporter sur la responsabilité et qu'on demandera à l'autre chambre de bloquer la TPS. J'y ai beaucoup pensé, à ce dernier appel, alors que je suis au crépuscule de ma carrière politique, à ce dernier appel à la raison, au bon sens, à la justice, et tout ce que j'obtiens, ce sont des ricanements de la part des libéraux.

**Une voix:** Quelle honte!

**M. Barrett:** Cela me blesse au vif.

**M. Kaplan:** Cela fait rire même les membres de votre parti.

**M. Barrett:** Cela me blesse au vif, madame la Présidente, de devoir dire aux Canadiens qu'ils sont trompés encore une fois par le même groupe qui déclare certaines choses quand il est dans l'opposition, alors qu'il est assoiffé de pouvoir. Les libéraux diront n'importe quoi. Ils reviennent au pouvoir et ils vont nous annoncer en ricanant qu'ils ont la TPS et qu'ils vont la garder.

Je suis désolé qu'il soit encore tôt en Colombie-Britannique. J'espère que mon petit-fils fait sa sieste de l'après-midi. Je ne veux pas qu'il voie, à l'instar d'une autre génération de Canadiens, à quel point le Parti libéral est cynique. Cependant, il faut bien se rendre à l'évidence, madame la Présidente.

**Une voix:** C'est de l'extrémisme.

**M. Barrett:** Je vais conclure mes observations, et je serais heureux de répondre à des questions et à des demandes d'interprétation. Je voudrais préciser que bien des gens se demandent si le débat n'a pas duré assez longtemps à ce sujet. S'il s'agissait d'une question simple,

il serait inutile de présenter cette motion; ce serait un fait accompli.

Je voudrais lancer un appel qui va au-delà de ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant. Mon appel s'adresse à nos collègues de l'autre endroit, s'ils m'entendent; ou dois-je plutôt mettre par écrit que leurs collègues qui souscrivent à une chambre non élue et ont rempli cette chambre de leurs partisans, exigent maintenant, en remboursement, que les sénateurs empêchent l'adoption de la taxe sur les produits et services.

Si rien ne se manifeste à cet égard, ce sera la preuve de la véracité de la thèse que je présente aujourd'hui. Cela prouvera hors de tout doute à tous les Canadiens qui s'opposent à la taxe sur les produits et services que ce n'est que de la frime. On en aura la preuve dans un instant. Je peux le prouver de façon concluante. On saura alors que les libéraux ne font que donner le change et que la seule véritable opposition à la taxe sur les produits et services est celle de mon parti, ce dont je suis fier.

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, j'ai une question pour le député d'Esquimalt—Juan de Fuca.

Je voudrais lui rappeler que l'article 5.2 de la constitution du Nouveau Parti démocratique précise que le congrès est l'instance suprême du parti et qu'il a l'autorité pour trancher toutes les questions concernant la politique, le programme et la constitution du parti fédéral. Permettez-moi de lui rappeler la résolution que le parti a adoptée au congrès fédéral de 1981: «Qu'il soit résolu que le NPD continue à lutter pour obtenir d'autres changements, y compris l'abolition du Sénat.»

Lorsque le député était candidat à la direction de son parti, selon une nouvelle parue dans les journaux le 1<sup>er</sup> décembre 1989 à Winnipeg, le député Ian Waddell de Colombie-Britannique a déclaré: «Je suis en faveur du Sénat trois A: abolir, abolir, abolir.»

Les Canadiens favorisés, la députée Audrey McLaughlin du Yukon et le député Dave Barrett de Colombie-Britannique, étaient d'accord sur l'abolition du Sénat. «Abolissons le Sénat et utilisons les économies ainsi réalisées pour nettoyer l'environnement,» a dit M<sup>me</sup> McLaughlin. «Le Sénat devrait et doit être aboli,» a dit M. Barrett.

Madame la Présidente, lorsque le député siégeait à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique, il a déclaré le 11 décembre 1980, selon le compte rendu des débats de cette législature: